

« L'insurrection malgache de 1947 »

Un livre toujours d'actualité !

Le titre que j'ai voulu donner à ma communication n'est pas, rassurez-vous, un argument commercial pour booster la vente d'un ouvrage qui serait tombé dans l'oubli depuis sa première publication, avec l'aide du CNRS, par les éditions Maspero, en 1974 à Paris. En fait les éditions se sont renouvelées depuis lors, à Ambozontany et chez Karthala. Par ailleurs j'ai cédé depuis longtemps mes droits d'auteur à ce dernier éditeur parisien, qui assure régulièrement la réédition du livre en fonction de la demande des libraires ou des particuliers. Aux dernières nouvelles il n'est pas question qu'elle soit suspendue. Je m'explique ce relatif succès de librairie en raison de l'utilité que ma thèse garde encore aujourd'hui pour donner une vision globale, toujours autorisée, depuis la « soutenance » à Paris XII (avec la mention TRES BIEN), le 30 septembre 1973, de « l'Insurrection malgache de 1947 ».

Voici d'abord quelques mots rapides sur les circonstances qui m'ont amené à me lancer dans la préparation de ce Doctorat de Troisième Cycle. Pendant mon adolescence je portais un projet de vie religieuse qui s'est imposé à moi au fil des années. Informés après le Bac philo, mes parents me conseillèrent de mûrir mon choix en choisissant de faire les études supérieures qui me plairaient. J'avais depuis toujours une passion pour l'Histoire. Je passai donc au fil des années, à Saint-Etienne, puis à Lyon et à Paris les étapes à franchir pour apprendre à devenir historien. Mais mon projet personnel ne me quittait pas. Il devait se préciser au contraire en entendant le professeur médiéviste Marcel Pacaud faire, au début de son cours sur les Ordres Mendians, un éloge enthousiaste de Saint François d'Assise, personnage selon lui le plus influent du Moyen Age.

Ce fut pour moi une illumination. De fil en aiguille je pris contact avec les responsables de la Province Franciscaine de Lyon, pensant interrompre mes études... Ils me conseillèrent en fait un moment de réflexion et de choisir de partir en coopération pendant le temps de mes obligations militaires, comme VSN à Madagascar où les Frères Mineurs étaient implantés. Après la soutenance d'une Maîtrise sur « le RPF dans le Bassin Stéphanois », sous la direction du Professeur Pierre Sorlin, je me décidai à informer ce dernier de ma nouvelle

orientation. Si je ne voulais pas préparer l'Agrégation, il me demandait fermement de continuer dans la voie du Doctorat et m'invitait dans le même temps à déposer à l'Université de Paris XII un sujet de thèse sur les « événements malgaches de 1947 ». Je dois avouer que je n'en avais aucune idée précise, sauf la réaction de mon père, apprenant ma décision, que je prenais un risque en réveillant une affaire très conflictuelle !

Arrivé à Antananarivo en septembre 1968, comme volontaire français du Service National et chargé d'enseignements à l'Institution de la Sainte Famille à Mahamasina, j'allais vite prendre la mesure des défis que je devrai surmonter pour réaliser mon projet de thèse. Partout je créai la surprise : « 1947 est un sujet tabou, vous ne devez pas vous en mêler ». J'étais prêt à changer de sujet, quitte à continuer mes recherches sur le RPF, ayant appris que le Général de Gaulle avait séjourné à Madagascar après avoir claqué la porte du GPRF, sillonnant l'île en tous sens dans un avion mis à sa disposition par le Président Truman. Revenu au pouvoir en 1958, il se lance aussitôt dans une tournée des capitales africaines et malgache, en commençant par Antananarivo, où il prononce sur la Vato Masina de Mahamasina (ayant à ses côtés le général Garbay, ex commandant en chef des forces armées à Madagascar en 1948) son fameux discours du 22 août, où il avait désigné le palais de Manjakamiadana comme le symbole d'une souveraineté séculaire.

Pour autant, mon directeur de Thèse ne voulait pas changer d'avis ! Je devais persévérer dans la direction dont nous étions convenus. Il se trouvait heureusement quelques amis capables d'adhérer à ce point de vue, notamment les regrettés Bruno Hübsch, et Odette Latreille alors en poste à la Faculté des Lettres d'Antananarivo, dont le père, André Latreille, avait été mon professeur d'Histoire contemporaine à Lyon, mais aussi celui de Pierre Sorlin et de Bruno. Un réseau de confiance et d'amitiés lyonnaises se nouait qui devait de proche en proche me conduire chez le célèbre Père jésuite Rémy Ralibera. Il me conseilla d'oublier mes craintes et mes scrupules et de me jeter à l'eau. Sans son feu vert, je crois bien que j'aurais encore hésité longtemps à braver l'omerta qui entourait « les événements de 1947 », pour désigner ce que l'opinion commune dénommait alors « la rébellion », évoquant aussi la « répression » qu'elle avait suscitée !

Adhérant à mon projet, les responsables de l'Institution de la Sainte Famille et de l'Atelier des Frères des Ecoles Chrétiennes mirent aimablement un bureau à ma disposition pour servir de permanence à une équipe de chercheurs et de traducteurs, dont je pouvais rémunérer les services grâce aux libéralités de mon père. Celles-ci me permirent aussi de passer studieusement toutes mes vacances scolaires pendant les deux années de mon temps de coopération, circulant ici et là pour faire mes enquêtes, cherchant les témoignages, les documents et consultant les collections de journaux, notamment à Fianarantsoa celle du Journal Lumière, avec l'aimable obligeance du Père Gérard, qui m'ouvrit les portes de la Résidence des Jésuites où j'eus la chance d'avoir plusieurs entretiens avec Mgr Xavier Thoyer, ancien évêque de ce diocèse. Il avait pris le parti du dialogue et de la modération au moment où se déchainaient les passions qui coûtèrent la vie à l'un de ses confrères, le Père Garvay, assassiné à Manampatrana.

Vingt ans après les événements, je pouvais encore rencontrer de très nombreux témoins de cette époque, dans tous les milieux, qui n'hésitaient pas à m'accueillir et à me parler à cœur ouvert. Je reste encore impressionné par tous ces témoignages, que j'ai collationnés dans mes archives personnelles, toujours ouvertes à la consultation des chercheurs. Je ne vais pas citer ici tous mes témoins. Le livre fait une recension de ces interviews et en donne souvent des extraits. Les plus célèbres sont sans doute ceux des trois députés, mais aussi de nombreux militants du MDRM, de la JINA et du PANAMA, voire du PADESM, la plupart étant sur le déclin de leur vie, mais encore imprégnés de ce qu'ils avaient vécu en 1947. Les témoignages percutants du Père jésuite Louis Dunand et de son ami Jacques Rabemananjara restent gravés dans ma mémoire, de même que celui de deux personnalités très actives pour secourir les insurgés traqués par la répression : le Père lazariste Louis de Guise, curé de Manakara et le Docteur André Buisson, médecin à Mananjary. Mes enquêtes me conduisirent jusqu'à Moroni, où je pus recueillir le témoignage de Marcel Baron, quelques temps avant sa mort. Il se défendait d'avoir commis les tortures qu'on lui imputait, mais il ne niait pas le réseau d'influence qu'il avait orchestré, à l'entendre, pour neutraliser les conjurés. Il était parait-il en étroite relation avec certains d'entre eux... Il aurait même fait interner Monja-Jaona en 1946, soi-disant pour le protéger contre la montée des violences et « l'imminence de la rébellion ». Ce furent les propres mots de mon interlocuteur.

Je quittai à regret Madagascar à la fin de mon temps de coopération et apprenais la mort du Docteur Joseph Ravoahangy-Andrianavalona à bord du paquebot Jean Laborde qui me ramenait en France. Je garde en mémoire, comme si c'était hier, la réflexion de ce lutteur inlassable pour la reconnaissance de la souveraineté nationale malgache, condamné à mort par la Cour Criminelle de 1948 à Andafiavaratra, puis gracié à la fin de la colonisation et décoré de la Légion d'Honneur par l'Ambassadeur de France Alain Plantey, alors qu'il était devenu l'un des « barons » de la Première République : « Pourquoi cet acharnement de la France coloniale à nous éliminer, alors que nous ne voulions rien de plus que la reconnaissance de nos droits, ceux que Paris a fini par admettre avec le retour à l'Indépendance de Madagascar en 1960 » ? Cette question devait guider mes recherches après mon retour en France en septembre 1970, où j'étais alors loin de pouvoir finaliser ma thèse.

Tout en me rapprochant de plus en plus de la Fraternité Franciscaine, je reprenais mes enquêtes, cette fois auprès d'anciens fonctionnaires de l'administration coloniale, de militaires ou de personnalités ecclésiastiques. Les bonnes relations des uns et des autres, Malgaches ou Français, me permirent de dénicher des dossiers privés du plus haut intérêt, qui furent mis à ma disposition à une époque où les archives officielles n'étaient pas encore accessibles. Les documents les plus significatifs (militaires, judiciaires, administratifs) ont été publiés dans la partie annexe de mon ouvrage. Avec les éléments que j'avais déjà réunis à Madagascar, j'avais désormais les matériaux pour commencer la rédaction de ma thèse. Une bonne intuition me conduisit au Centre jésuite des Fontaines à Chantilly, désormais disparu et qui abritait alors la bibliothèque privée (transférée maintenant à Lyon) réputée la plus importante en Europe, avec un fonds d'ouvrages exceptionnel sur Madagascar. De nombreux chercheurs et thésards fraternisaient avec les Jésuites des Fontaines, qui savaient nous faire bénéficier de leurs grandes compétences.

L'année 1972 fut une période passionnante pour acquérir de nouvelles connaissances au gré de mes lectures à la bibliothèque des Fontaines, mais aussi de dur labeur pour avancer dans la rédaction, avec des allées et venues continues à Paris pour soumettre mes écrits à la critique de mon directeur de thèse, dont j'ai apprécié la grande rigueur professionnelle pour arriver à cerner de plus en plus clairement les contours, l'enracinement historique, voire

l'appellation précise de « l'Insurrection malgache de 1947 ». Il fut convenu cependant de mettre un terme à cette recherche, sachant que d'autres obligations m'attendaient au niveau de mon cursus franciscain, que j'avais hâte de reprendre. Je passerais le relais à d'autres chercheurs, sur la base d'un essai d'interprétation historique qui se fondait sur des bases solides pour faciliter des investigations ultérieures. La Soutenance de Thèse à Vincennes le 30 septembre 1973 fut un très grand moment ! Elle eut lieu devant une très nombreuse assistance et un jury présidé par le Professeur Hubert Deschamps, qui avait comme assesseurs le Professeur Yves Pierson (son successeur à la Sorbonne), le Professeur Pierre Sorlin et l'Ambassadeur Albert Rakoto-Ratsimamanga, cofondateur du MDRM et petit-neveu de la reine Ranavalona III. Ce dernier fit hors séance et en aparté à mon père cette confidence : « c'est la première fois que je vois un chercheur étranger épouser à ce point la cause des Malgaches ! ». Après des années de tribulations, j'étais rasséréiné...

Sans aucune forfanterie de ma part, je voudrais revenir sur l'actualité de mon ouvrage, pour qui veut avoir une idée précise de l'Insurrection malgache de 1947, du contexte historique dans lequel elle s'est développée, marquant de manière indélébile et définitive l'histoire contemporaine de Madagascar, jusqu'à nos jours et sûrement pour longtemps, de sorte que les enjeux de la société malgache, aujourd'hui encore, ne se comprennent bien qu'à l'aune de l'Insurrection. Pour comprendre et apprécier cette affirmation, j'engage le lecteur à prendre le temps d'une lecture attentive et méthodique de mon livre, même si l'exercice est rebutant, en se reportant au fur et à mesure aux notes de bas de page, mais aussi aux nombreuses annexes documentaires qui font aussi la richesse de ma thèse. J'ai souvent été surpris par des propos lus ou entendus, encore aujourd'hui, déplorant que les archives sur 47 sont inexistantes ou peu accessibles, alors qu'elles sont à la portée du publique, notamment grâce à la publication de mes travaux depuis déjà 42 ans ! D'aucuns m'ont aussi demandé si je ne pensais pas reprendre et développer mes recherches sous un autre angle. D'une part, je ne voulais surtout pas risquer des dérapages incontrôlables qui pouvaient aboutir à une métamorphose peu glorieuse de mon texte, qui apporte encore aujourd'hui une vision cohérente et objective de ce que fut la réalité de l'Insurrection, dans la perspective du processus historique de la Nation malgache. D'autre part, lors de mon passage au Département d'Histoire de l'Université d'Antananarivo, de 1988 à 1992, je constatais avec grand plaisir

que d'autres avaient pris le relais, chez les enseignants ou les étudiants, pour élargir le champ de mes recherches. Il allait de soi que je n'en avais pas l'apanage !

Diverses circonstances devaient m'amener bientôt à abandonner mes enseignements à Ankatso, tout en gardant d'excellentes relations avec quelques étudiants qui allaient m'aider à développer l'association Ankohonana Sahirana Arenina. Deux d'entre eux avaient obtenu leur Maîtrise en Histoire sous la direction de Lucile Rabearimanana : Léonce Wing-Kong (l'actuel Directeur de l'ASA), avec un Mémoire sur les Marosalohy de la région de Vavatenina et Ndriandahy Mahamoudou, avec un Mémoire sur l'Insurrection dans la région de Moramanga. Ces excellentes monographies régionales laissaient bien augurer des investigations universitaires sur les développements de l'Insurrection en diverses Régions de Madagascar. Personnellement j'organisais mon dépôt d'archives pour qu'il soit consultable par les chercheurs, là où j'habite au Village Saint-François, en contrebas du Mausolée National à Antananarivo, au carrefour d'Andrainarivo.

Ma seule ambition désormais est de continuer à aider à l'enracinement de la zone de migration de l'ASA en Région Bongolava, où se construit actuellement le 20^{ème} village de migrants issus de populations tananariviennes très défavorisées. D'aucuns doivent penser que de telles considérations n'ont plus rien à voir avec l'objet du présent colloque international. Je voudrais cependant témoigner que les enjeux de l'ASA ne sont pas aussi éloignés qu'il y paraît des aspirations patriotiques de 1947, le combat des insurgés pour l'Indépendance malgache rejoignant d'une certaine manière celui des pionniers du Moyen-Ouest pour le développement de Madagascar. Les exclus d'hier et d'aujourd'hui se rejoignent dans une même vision positive et combative pour contribuer eux aussi à l'avenir de leur patrie, les sagaies le cédant désormais aux angady. Ce fut notre conviction commune, avec notre regrettée Gisèle Rabesahala, pour qui la solidarité avec les anciens combattants de 1947 et les laissés pour compte de la société malgache ne fut pas un vain mot, dans le cadre du Fifanampiana Malagasy.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre bienveillante attention.

Fait à Antananarivo, par Jacques Tronchon, le 29 mars 2017